

<https://ricochets.cc/Solidarite-avec-le-soulevement-en-Colombie-ou-une-repression-ultra-violente-s-etale-s-ans-complexe.html>



Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe

- Les Articles -

Publication date: mardi 11 mai 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

► [Soulèvement et répression en Colombie](#)

« Si un peuple sort dans la rue en pleine pandémie, c'est parce que son gouvernement est plus dangereux que le virus. »

En Colombie, la situation est aussi glaçante que le silence qu'elle trouve à l'international, et particulièrement en France. Les voies qui s'élèvent contre la dissimulation des massacres à l'encontre du mouvement social trouvent peu de résonance dans les colonnes des médias d'information, à part pour leur consacrer des chiffres froids et déshumanisants. Il est important d'y remédier.

(...)

Depuis plus d'une semaine, les réseaux sociaux colombiens se sont transformés en une agonie continue. On y voit des manifestant·e·s qui évitent les tirs de la police dans des fuites effroyables, des personnes assassiné·e·s par des policiers en moto, des manifestant·e·s disparaître avec la police dans des garages ou dans des camions non identifiés, et des parents qui pleurent leurs enfants, dans une souffrance inqualifiable.

Les vidéos d'appel à l'aide sont devenues omniprésentes, et seul leur nombre grandissant est aussi affolant que chacun de leurs contenus. Comment comprendre la violence de la répression en Colombie ? Avant de retranscrire la situation actuelle, nous revenons en quelques lignes sur le contexte politique dans lequel s'inscrit le mouvement social colombien.



Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe Jeunes, peuples indigènes... ensemble contre l'injustice et la dictature

(...)

Macron, bon ami de Duque

La France est le 7^e fournisseur d'armes et de matériel militaire à la Colombie, après les États-Unis, Israël, l'Allemagne, la Corée du Sud et les Pays-Bas.

Macron n'est pas pressé de condamner, contrairement à l'ONU, à l'Union Européenne et même aux États-Unis, les nombreuses violations des droits humains par le gouvernement colombien. Si cela n'est pas étonnant, cela révèle la complicité criminelle du gouvernement français, à l'heure où les pressions internationales sont un précieux atout pour endiguer la violence de la répression et éviter que le gouvernement ne déclare l'état de conmoción interior.

(...)

À travers ce texte, nous souhaitons appeler à poursuivre la mobilisation contre la répression à l'international. Nous appelons à maintenir la pression pour éviter que le gouvernement de Duque ne déclare l'État de conmoción interior, et n'efface ainsi ce qu'il reste du fonctionnement démocratique colombien. Nous appelons à multiplier les textes, à continuer d'informer sur les réseaux sociaux, et à organiser de nouveaux rassemblements comme des actions directes en solidarité avec le Paro Nacional. Nous envoyons toute la force et tout l'amour que nous pouvons au mouvement social colombien. Comme il se dit souvent, nous savons que « si un peuple sort dans la rue en pleine pandémie, c'est parce que son gouvernement est plus dangereux que le virus ». En espérant que Duque remette sa

Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe

démission au plus vite, que la série de réforme néolibérale du gouvernement échoue, et que les habitant·e·s de la Colombie puisse bâtir un avenir meilleur ensemble.



Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe

Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe

Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe GJ
Commercy : soutien aux birmans et colombiens en lutte

COLOMBIE : LA PUISSANCE DES « PREMIÈRES LIGNES »

► Vers une internationale de l'autodéfense

En Colombie, un immense mouvement de protestation contre le gouvernement ultra-libéral et autoritaire est en cours. Le pouvoir a répondu immédiatement par la violence extrême régulièrement utilisée dans ce pays d'Amérique centrale : des dizaines de disparitions et de morts, des milliers de blessés et d'arrêtés, des tirs à balles réelles ...

La riposte face au massacre orchestré par le gouvernement colombien prend la forme d'une « primera linea », une première ligne qui défend la contestation face à la répression, dans les métropoles du pays. Cette « première ligne », très développée dans la ville de Cali, particulièrement réprimée, s'inspire des mobilisations au Chili, mais aussi des «

Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe

frontliners » de Hong Kong. Il y a deux jours, la primera linea annonçait qu'aucune négociation ne pourrait être faite le narco-Etat qui tire sur son peuple.

Du « cortège de tête » aux « premières lignes » d'Amérique Latine jusqu'aux blocs Etats-Uniens, une internationale de la révolte et de l'autodéfense se constitue face aux tyrans du monde.

Sur la deuxième photo ci-dessous : une femme venue dans la « primera linea » pour remplacer son fils tué par la police quelques jours plus tôt.

(post de Nantes Révoltée)



Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe

Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe

Solidarité avec le soulèvement en Colombie, où une répression ultra-violente s'étale sans complexe

PS:

En France, nombre de policiers, gendarmes et militaires sympathisants d'extrême droite rêvent de pouvoir réprimer les contestations et les "délinquants" de manière similaire aux assassinats policiers qui ont lieu en Colombie, au Brésil ou aux Philippines, exemple :

4 UN SYNDICAT DE POLICE RÉCLAME DES CRIMES DE MASSE

► Ses représentants sont invités régulièrement dans les médias

En France, différentes forces armées et payées par l'Etat ont fait sécession, et préparent ouvertement la guerre civile. Après les tribunes publiques de militaires appelant à un coup d'Etat, des policiers assument eux aussi, encore plus clairement, leur soif de sang. Le syndicat « France Police » diffuse une lettre ouverte au Président Macron, où sont réclamés le droit de tirer dans le tas, d'instaurer un Régime d'apartheid militarisé, et de calquer le maintien de l'ordre sur des dictatures. Bref : des agents assermentés et armés avec l'argent public réclament l'autorisation de commettre des crimes de masse.

Concrètement, ce syndicat écrit : « Dans le cadre de l'état d'urgence, il faut procéder au bouclage des 600 territoires perdus de la République, y compris avec le renfort de l'Armée, en contrôlant et en limitant les entrées et sorties de ces zones par des checkpoints sur le modèle israélien de séparation mis en place avec les territoires palestiniens. » Puis, « en recourant au 49-3, il faut adopter en urgence une réforme de la légitime défense pour les policiers et les gendarmes leur permettant d'ouvrir le feu dès lors qu'un fuyard n'obtempère pas ». Enfin, « notre syndicat recommande de vous inspirer du modèle brésilien et Philippin en matière de lutte contre le narco-terrorisme. Les présidents Bolsonaro et Duterte obtiennent d'excellents résultats en ayant donné carte blanche à la police pour reprendre le contrôle des zones de non droit. » Ces deux présidents d'extrême droite ont organisé des escadrons de la mort qui interviennent dans les quartiers pauvres du Brésil et des Philippines avec des armes lourdes et tuent par dizaines.

Qui est derrière ce syndicat ? Le numéro 1 s'appelle Michel Thooris, et il est « conseiller sécurité » de Marine Le Pen. Avec une telle tribune, les intentions du RN en terme de maintien de l'ordre sont on ne peut plus claires. Son adhérent le plus célèbre se nomme Bruno Attal, et il est régulièrement invité sur les plateaux télé, notamment dans l'émission Touche Pas à Mon Poste, où il bénéficie d'une tribune devant des millions de spectateurs pour vomir ses idées fascistes.

Ce syndicat ne représente pas grand monde direz vous. Peut-être en terme d'adhérents, mais ces gens qui réclament la guerre civile et la dictature sont armés, entraînés, protégés par l'Etat. Et leurs appels à commettre des crimes de masse bénéficient d'une impunité totale. Par ailleurs, plus d'un policier sur deux en France vote pour l'extrême droite, le reste pour la droite extrême. Ces dernières années, les syndicats policiers « modérés » ont tous fini par adopter les positions factieuses des forces les plus à droite. C'est la fuite en avant.

En France, il ne s'agit plus d'une simple menace ou d'une hypothèse fasciste, mais d'une probabilité à court terme qui ne disparaîtra malheureusement pas en regardant ailleurs.

(Post et visuel de Nantes Révoltée)